

AFL Paris (associations familiales laïques de Paris)

Prochain tarif d'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel de GRDF

Date de la contribution : 07/11/2019

Il nous est difficile de *répondre* aux questions de la consultation, trop techniques pour notre organisation, et qui plus est passablement décalées par rapport à nos préoccupations. C'est pourquoi nous avons choisi de présenter une contribution sans répondre au questionnaire.

A première vue, les organisations de consommateurs pourraient se satisfaire de la proposition tarifaire, à la baisse (1%/an). Mais nous pensons que c'est une vision à court terme, car elle ne permettrait pas à GRDF de travailler à la compensation de ses pertes de clients "naturelles", ce qui ferait mécaniquement augmenter les coûts d'entretien du réseau qu'ils acquittent. Les premières victimes seraient les ménages précaires, qui ne pourraient changer d'énergie de chauffage sans lourdement investir. On voit aujourd'hui que la proportion de ménages qui réduisent leur chauffage en raison du coût de l'énergie augmente fortement (baromètre MNE, novembre 2019) tout comme le nombre de ménages vivant au-dessous du seuil de pauvreté. Cette tendance ne pourra être qu'accentuée par l'augmentation du tarif d'acheminement.

Pourtant, alors que la CRE dresse un bilan positif du mécanisme de régulation sur le nombre de consommateurs mis en place depuis 2008, elle remet aujourd'hui ce mécanisme en question.

Par ailleurs, alors que le biométhane, qui permet de verdir le gaz consommé, connaît un développement prometteur, que des objectifs ambitieux sont fixés par la loi TECV (10% de la consommation totale de gaz en 2030), et par le projet de PPE (entre 14 et 28 TWh/an en 2028), la proposition de la CRE (réduction de 5,6 M€/an sur les charges de personnel) se traduit par une réduction des effectifs prévus pour le verdissement du réseau. Cela va à l'encontre de la notion de l'ambition de verdissement du gaz, pourtant soutenue par la CRE elle-même, lorsqu'elle conclut au potentiel de 42 TWh de gaz renouvelable en 2030 !

Cela va également à l'encontre du droit à l'injection, en privant le distributeur des moyens en personnels pour réaliser les renforcements de réseau nécessaires pour y injecter du biométhane.

La diminution drastique du budget de R et D (-35%) pénalisera également les développements attendus pour les nouveaux gaz verts et l'hydrogène.

Nous ne pouvons pas nous satisfaire de l'arbitrage de 50% sur le budget demandé par GRDF pour accompagner la filière gaz et poursuivre ses actions en faveur de la transition énergétique. Alors que les pouvoirs publics ont identifié la nécessité de convertir le parc de chauffage au fioul d'ici 2030 pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et lutter contre la précarité énergétique, la CRE ne se prononce pas sur la demande complémentaire de GRDF sur ce point.

Nous regrettons également que la CRE refuse le budget demandé par GRDF au titre de la R et D comme de

AFL Paris (associations familiales laïques de Paris)

l'accompagnement de la filière pour la sécurité aval compteur. Ces aides ne sont pas perçues par la CRE comme relevant des missions d'un GRD. Pourtant, les actions visant à adapter les conduits collectifs d'évacuation dans les immeubles d'habitation ont fait leurs preuves depuis 15 ans, permettant de réduire les accidents et le nombre de victimes, alors que le lien précarité énergétique/sécurité des installations intérieures est avéré.

Concernant le changement de gaz B/H, notre incompréhension est totale. La CRE rejette la demande de couverture totale des coûts des équipements non réglables et devant être remplacés, alors que l'expérimentation se poursuit, sans qu'on puisse encore avoir une vision claire du nombre d'installations concernées, et sans qu'on sache si le calendrier d'arrêt du gisement de Groningue pourra être respecté, ou si l'exploitation de ce site sera anticipée.

En conclusion, il conviendrait à notre sens de substituer au suramortissement proposé le maintien des dépenses permettant de stabiliser (voire d'accroître) le nombre de clients GRDF, du budget R et D et des moyens demandés pour verdir le gaz et ainsi contribuer à un mix énergétique décarboné.